

**Migrations - Demandes d'asile -
Réponses de M. Gérard Collomb,
ministre de l'intérieur, à des
questions d'actualité au
gouvernement à l'Assemblée
nationale
(Paris, 19 décembre 2017)**

Madame la Députée, je vous remercie tout d'abord pour votre question car elle nous permettra de donner quelques explications.

La réalité, c'est qu'entre 2013 et 2017, nous sommes passés de 63.000 à 97.000 demandes d'asile, qu'en l'espace de trois ans nous sommes passés de 5.000 à 14.000 mineurs isolés. Pourquoi ?

Parce qu'aujourd'hui, des réseaux de passeurs, à travers l'Afrique, à travers la France, mènent des gens vers le désespoir. En France, nous avons arrêté 300 réseaux de passeurs. Alors, que voulons-nous faire, avec le président de la République ? Une politique équilibrée.

Ce matin, j'ai accueilli trente personnes, des réfugiés originaires du Darfour et d'Érythrée. Nous disons, effectivement, que demain, nous ferons la guerre aux passeurs, avec tous les pays d'Afrique et d'Europe qui ne veulent pas de passeurs qui traversent leurs frontières.

**

Madame la Députée, qu'avons-nous fait en termes d'augmentation de nos capacités d'hébergement et en matière d'asile ?

Entre 2012 et 2019, le nombre de places dans le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile est passé de 44.000 à 87.000. En même temps, nous avons aujourd'hui 128.000 places en hébergement d'urgence - soit 10.000 places de plus que l'an dernier. Il faut donc chercher la réponse ailleurs.

Comme l'a dit le président de la République, la réponse réside dans le développement de l'Afrique. Notre politique consiste donc à faire une analyse juste et à distinguer entre celles et ceux qui sont des réfugiés politiques ou des réfugiés des guerres qui se mènent dans notre monde, et celles et ceux qui souhaiteraient seulement trouver un avenir chez eux. C'est ce que nous faisons avec le président de la République, et c'est l'essence même du discours qu'il a prononcé à Abidjan./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)